



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

LUNDI 25 SEPTEMBRE 2023 - N° 1262 - 53° ANNÉE - 4,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Marrakech capitale

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont maintenu Marrakech comme siège de leurs assemblées générales annuelles du 9 au 15 octobre. C'est la première fois en 50 ans que les institutions de Bretton Woods se réuniront sur le sol africain. 14 000 participants sont attendus dans une ville frappée, le 9 septembre, par un séisme de force 7. Que le monde financier international au plus haut niveau ait maintenu sa confiance en dit suffisamment sur la réalité de ce pays. Pourquoi a-t-il fallu que l'Élysée en reste à des clichés surannés sur le « *bled* » ? La catastrophe subie par la ville libyenne de Derna deux jours plus tard le démontrait : le Maroc n'est pas un État failli comme la Libye ou Haïti. Le maréchal Haftar n'est pas le roi Mohamed VI. Pourquoi faut-il que Paris privilégie les mauvais chevaux aux pur-sang, les bâtardeaux aux chiens de race ?

Au cours des dernières années, la diplomatie marocaine n'a cessé de marquer des points : revenue au sein de l'Union africaine, elle exerce une influence considérable rarement soulignée dans l'ensemble du continent, à commencer par l'Afrique de l'Ouest. Elle est partie intégrante des accords d'Abraham avec les Émirats arabes unis et Israël. Joe Biden a confirmé l'intuition de Trump quant à la reconnaissance de la souveraineté chérifienne sur le Sahara occidental. L'Espagne se souvient d'Al-Andalus en termes positifs. Les forces armées marocaines ont montré leur efficacité logistique dans la réhabilitation des infrastructures détruites par le séisme. Pourquoi donc, côté français, vouloir à tout prix diminuer l'une des plus vieilles et des plus dynamiques monarchies au monde ?



VIOLENCES URBAINES : ce n'est pas fini !



On efface peu à peu les traces des émeutes, qu'on traite en haut lieu comme une déplorable parenthèse. La violence continuera de circuler.

WIKIPEDIA, PHOTO: TOUFIK DE PLANOISE.

Le noir bilan des violences urbaines de juin-juillet est exploité par la classe politique comme une mine d'arguments. La macronie s'est auto-félicitée de la mobilisation policière et de la répression judiciaire. L'extrême droite a dénoncé des émeutes ethniques en rêvant à des nettoyages au faciès. La gauche radicale ne voit que des violences policières et des électors banlieusards à conquérir.

Or ce sont les trafiquants de drogue qui ont maintenu ou rétabli l'ordre dans les « quartiers ». Les pillards se contrefichaient de Mélenchon. Parmi les émeutiers arrêtés, on a compté 90 % de citoyens français, parfaitement intégrés à la société capitaliste et avides de ses produits. Ne rien voir, ne rien faire, c'est nous exposer à de nouvelles explosions. L'article d'Yves Landévennec en page 2.

Paris-Berlin : à quoi bon ?

Les illusions se sont dissipées : la relation franco-allemande est aujourd'hui tissée d'indifférence verbeuse.

Ancien ambassadeur de France en Allemagne, Claude Martin a cru que l'Union européenne pourrait s'organiser autour du couple franco-allemand. Ses Mémoires sont riches de matière historique et permettent de découvrir le métier de diplomate, lourd de servitudes mais admirable dès lors qu'il est exercé avec intelligence et passion.

Aimer l'Allemagne permet, certes, de la mieux comprendre mais les affinités de Claude Martin n'altèrent pas sa lucidité.

Avec talent et humour, il explique comment la relation entre Paris et Berlin a sombré dans la médiocrité. Tout est à reprendre... L'article de Dominique Decherf en page 12.

Dans ce numéro :

Page 2 : Un bilan des émeutes urbaines de juillet.

Page 5 : L'Union européenne et les lobbies (I).

Page 7 : L'échange Mongolie-Méditerranée.

Page 11 : Kessel et Druon.

Page 14 : Le général de La Laurencie.

Page 16 : Éditorial : La France plébiscitée.

Le syndrome des émeutes urbaines

Les émeutes de juin-juillet ont durement frappé la nation et effrayé la gouvernance macronienne qui est ensuite retournée à ses occupations ordinaires. Comme rien n'a changé ni ne changera, la violence latente produira de nouvelles explosions – pires que celles de l'été dernier.

Le bilan est à tous égards consternant : deux morts, 723 policiers blessés, 1 092 bâtiments plus ou moins dégradés dont 250 établissements scolaires, et 5 954 véhicules brûlés. Les exactions ont provoqué la mise en cause de 12 233 personnes et 4 481 mesures de garde à vue ; 83 % des personnes majeures déférées devant les tribunaux ont été condamnées, dont 60 % à une peine de prison ferme. La gouvernance brandit au nez de la droite les statistiques de la répression judiciaire et se félicite de la mobilisation policière en oubliant que, début juillet, on se demandait au ministère de l'Intérieur comment maintenir l'ordre pendant les Jeux olympiques...

Ce n'est pas la gauche qui apportera des solutions à une série de problèmes qu'elle ne sait pas identifier. Jean-Luc Mélenchon et les dirigeants de LFI ont vu dans les émeutes une « *colère légitime* » et affirmé que « *la fin justifie les moyens* » comme si les pillards étaient l'aile marchante d'un mouvement révolutionnaire. L'aveuglement d'intellectuels bourgeois saisis par la démagogie communautariste et prenant des poses irresponsables ne peut éclaircir l'horizon politique...

La droite radicale n'a pas non plus surpris. Pendant les émeutes, elle a cru que ses intérêts électoraux venaient spectaculairement se confondre avec ses obsessions ethniques – ou le contraire. Marine Le Pen a déclaré que « *la haine de la France* » animait les casseurs en oubliant que le Front national avait répandu pendant des décennies la haine ethnique. Bien entendu, elle a rituellement situé la cause des troubles dans l'immigration, sans égard pour les premiers bilans des arrestations, où l'on ne recensait que 10 % d'étrangers. Le fait a été reconnu par le député RN Jean-Philippe Tanguy puisqu'il proposait de rétablir le service militaire.



© WIKIPÉDIA – PHOTO : TOUFIK DE PLANOISE.

Scène d'émeute dans un quartier de Besançon. Ce sont les trafiquants de drogue qui ont imposé le retour au calme.

Plus à droite, Mathieu Bock-Côté expliquait (*Le Figaro* du 30 juin) que nous n'étions pas en guerre civile mais dans une guerre opposant les autorités françaises à des enclaves étrangères. Pour appuyer son propos, ce citoyen canadien expliquait aux lecteurs du *Figaro* (7 juillet) qu'il s'agissait bien d'émeutes ethniques organisées par des immigrés puisqu'il y avait une « *dissociation de plus en plus marquée entre la nationalité juridique et la nationalité existentielle* ». Dans le mépris du principe multiséculaire du droit du sol, c'est reprendre la catégorie des « *Français de papier* » forgée par l'Action

française et nous préparer à des opérations de tri et d'abattage dont l'histoire récente nous a donné trop d'exemples.

L'immigration est d'autant moins le facteur explicatif des violences urbaines que la population qui a directement souffert des émeutes de juin-juillet compte beaucoup d'immigrés et de personnes issues de l'immigration qui ont souffert et souffrent encore de la boutique pillée, de la voiture brûlée, de l'école saccagée...

Constaté que les émeutiers sont de jeunes citoyens français ne permet pas de se rassurer. Les émeutes de 2005 avaient souligné l'échec de la politique de la Ville et les conséquences

de la liquidation discrète de nombreuses associations de quartier pendant que SOS Racisme assurait le spectacle médiatique. Aucune leçon n'a été tirée de cette première alerte de grande ampleur (200 communes touchées) et les gouvernements successifs se sont concentrés sur l'islamisation des banlieues – phénomène indéniable – en oubliant la question urbaine. Les émeutes de juin-juillet ont été plus nombreuses (516 communes touchées) et ont largement débordé les quartiers sensibles pour atteindre certains centres urbains (Marseille), des villes moyennes (Arpajon) et de petites communes (Gaillon).

Sur le mur de Jean Chouan

ASTUCIEUSE, CETTE IDÉE DU GOUVERNEMENT DE DEMANDER AUX NARCOTRAFFICANTS D'EN FINIR AVEC LES ÉMEUTES. VOILÀ QUI A TOUS LES AVANTAGES :



C'EST GRATUIT, PUISQU'ILS NE DEMANDENT EN ÉCHANGE QUE DE POURSUIVRE LEUR TRAFIC ; ILS SONT TRÈS EFFICACES ET TOUT LE MONDE LEUR OBEÏT IMMÉDIATEMENT.



ET QUAND ILS TUENT QUELQU'UN, NI M'BAPPÉ NI MÉLÉNCHON NE DISENT RIEN ! BON, IL Y A UN PETIT INCONVENIENT QUAND MÊME :



C'EST QU'ON VOIT MAL COMMENT ENSUITE L'ÉTAT POURRA LUTTER CONTRE LA DROGUE, MAIS ON NE PEUT PAS TOUT AVOIR, NON PLUS.



Tout le monde a remarqué que les partis politiques ont été débordés, y compris la gauche radicale, mais bien peu ont relevé avec Olivier Roy que les imams n'ont eu aucune influence, positive ou négative, sur le cours des événements. Nul n'ignore que ce sont les dealers qui ont imposé le retour au calme ou empêché tout incident sur leurs « zones commerciales » – ainsi dans les quartiers nord de Marseille. Les émeutiers de juin-juillet étaient apolitiques et areligieux. Pas de drapeaux, pas de slogans, pas d'abayas. Très peu de solidarité avec le jeune délinquant tué par un policier, aucune référence aux Insoumis ni au comité La vérité pour Adama. Les pillages systématiques montrent que leurs auteurs sont parfaitement intégrés à la société capitaliste, qu'ils sont avides de ses produits et très entreprenants sur tous les marchés illicites. Leurs comportements individualistes sont contrebalancés par des logiques de clan – clan familial, groupe délinquant – qui conduisent à considérer que la police, la municipalité et l'école font partie du principal clan ennemi.

Comme ces données n'entrent pas dans les calculs politiques, nul ne s'en préoccupe. Il faut donc s'attendre à une réplique des événements du début de l'été. En pire. ■

YVES LANDÉVENEC.

Un triste jeu de bonneteau nucléaire

Le bonneteau est un jeu de dupes pratiqué en France dans la rue depuis le XIV^e siècle. Bien qu'interdit, il semble qu'un de nos dirigeants du XXI^e siècle lui ait permis de devenir un outil géopolitique.

Acte I. – 2014-2015 : alors qu'il était conseiller puis ministre de François Hollande, Emmanuel Macron donnait le feu vert à la vente par Alstom, à son concurrent américain General Electric (GE), de sa branche énergie pour quelque 12 milliards d'euros. Au sein de cette cession, l'activité nucléaire (regroupée dans l'entité GEAST et comprenant la turbine Arabelle) était valorisée pour 558 millions d'euros.

Acte II. – Février 2022. À Belfort, le même, devenu entre-temps président de la République, annonce dans une mise en scène qu'il affectionne – devant une gigantesque turbine Arabelle – qu'EDF rachète GEAST pour un peu plus de 1 milliard d'euros, avec, de surcroît, un périmètre d'activités réduit par rapport à 2014 !

Entracte : cherchez l'erreur, en buvant – avec modération – un verre...

Acte III. – 2023 : les négociateurs français s'aperçoivent que la « dame de cœur » (la carte



Octobre 2021. Emmanuel Macron annonce à Belfort la relance du nucléaire.

qu'il faut trouver au bonneteau) a été retirée du jeu par un tour de passe-passe ! En d'autres termes, ils découvrent que, dès 2015, GE a remplacé les composants du « contrôle commande de la ligne d'arbres » – essentiels au fonctionnement de la turbine – par des composants identiques mais... américains.

Parmi les clients de GEAST se trouve, au premier rang, Rosatom, entreprise publique russe, leader mondial de l'énergie nucléaire. Or Rosatom est dans le collimateur de Washington pour cause de guerre

en Ukraine. Les Américains multiplient les sanctions contre des filiales de Rosatom. Le carnet de commandes (5 milliards d'euros) de GEAST pourrait donc être sérieusement menacé. La France pourrait devenir l'otage du bon vouloir américain pour exporter Arabelle par exemple en Égypte, en Hongrie ou en Turquie.

Une note au président de la République du 15 août 2019 avait rappelé que *l'International Traffic in Arms Regulations* (Itar) donne à l'administration américaine le pouvoir de bloquer la vente de matériels stratégiques dont un des composants est d'origine américaine. Cela signifie-t-il que l'exportation des turbines Arabelle, avec des composants américains, nécessiterait une autorisation américaine ?

Il serait donc impératif de re-franciser Arabelle pour échapper à cette « itarisation ».

Mais dans l'Union européenne, les partisans d'inclure tout le nucléaire civil dans les sanctions contre la Russie sont puissants, avec l'appui des Anglo-Saxons et de l'Allemagne, qui n'est pas la dernière à vouloir savonner la planche du nucléaire civil, surtout quand il s'agit de la France. ■

LOIC DE BENTZMANN.

La politique au crible

■ **Énergie.** – Bruno Le Maire est vraiment impayable. Après ses échecs répétés pour limiter la hausse des prix alimentaires (les gros industriels l'ont gentiment envoyé promener), voilà qu'il propose d'autoriser les distributeurs de carburant à vendre à perte ! Refus à peine poli des principaux intéressés, Total, Carrefour et Édouard Leclerc. Le ministre ferait mieux de s'occuper des tarifs du gaz et de l'électricité qui explosent sous l'effet des mesures prises au niveau européen pour déréguler les marchés de l'énergie. Le Maire devait convaincre Bruxelles de corriger le tir, mais l'Allemagne y a mis son veto. Résultat : l'Espagne et le Portugal sont sortis du « marché libre » de l'énergie, mais pas la France. Le 12 octobre, lors d'une niche parlementaire, le RN propose d'adopter

un texte réglementant à nouveau ces tarifs. Qui pour le voter ? les LR ? la NUPES ?

■ **Planification.** – Emmanuel Macron a annoncé, le 25 septembre, le contenu de son plan pour la transition écologique. Elisabeth Borne en avait distillé quelques mesures la semaine dernière devant les chefs de parti et les associations, et l'assistance était restée sur sa faim. « *Ce sera très techno* », assurait un ministre, ce qui laissait craindre l'habituel catalogue de mesurètes vendues au poids. On annonçait un grand plan de relance des transports urbains et régionaux, domaine dans lequel l'État n'a plus la main et où ses crédits sont à sec.

■ **Ambiance.** – Ceux qui pensent que la NUPES existe encore n'ont pas dû fréquenter la dernière fête de *L'Huma*. Trois jours d'échanges électriques où la « gauche des al-

locs » et « la gauche du travail » se sont affrontées dans le bruit et la fureur. Le seul moment calme, sinon consensuel, fut le débat entre Fabien Roussel et Édouard Philippe, où le communiste et le « gaulliste » ont fait assaut de courtoisie. Mélenchon était tellement furieux qu'il a fini par avouer, le soir de la clôture de la fête, sur le plateau de BFMTV, qu'il n'aimait pas ses partenaires de la NUPES !

■ **Nouvelle-Calédonie.** – Macron a réuni, le 8 septembre à l'Élysée, loyalistes et indépendantistes pour faire le point sur le nouveau statut. Darmanin y a présenté un projet qu'il ira négocier à Nouméa en octobre, en vue d'une révision constitutionnelle. Ambiance constructive, y compris du côté des indépendantistes modérés qui ont confirmé leur volonté d'avancer. Mais c'était sans compter sur la frange dure du FLNKS (amis

locaux de Mélenchon) qui refuse de discuter du texte. Le gouvernement semble vouloir tenir l'échéance de 2024, ce qui est une bonne chose.

■ **Patrimoine.** – Stéphane Bern a l'habitude de dire ce qu'il pense. Ambassadeur de la Mission Patrimoine, il s'est félicité dans un entretien à *TV Magazine*, du succès de son loto (230 millions récoltés, près de 800 monuments sauvés). Mais il ne porte visiblement pas Elisabeth Borne dans son cœur : « *Aujourd'hui, je ne peux pas dire que la Première ministre soit une passionnée de patrimoine. Ça se saurait. Elle a l'air davantage attirée par les éoliennes et tout ce qui vient d'Allemagne et de Chine. C'est quelqu'un avec qui je ne pourrai jamais m'entendre* ». Ce qui retient Stéphane à son poste ? La formidable adhésion des Français à la sauvegarde de leur passé.

HUBERT DE MARANS.

La crise du logement pénalise tous les Français

Le gouvernement proclame qu'il va s'attaquer à la pénurie de logements. Et, une fois de plus, les choix budgétaires, inspirés du dogme austéritaire néolibéral, contredisent ces belles résolutions.

Paris. Septembre 2023. Un jeune couple, marié et dans l'attente d'un heureux événement, se met en quête d'un logement à louer. Informés des difficultés du marché, ils ont constitué un dossier: les époux peuvent justifier de revenus suffisants et de situations professionnelles stables, et les cautions de leurs parents, solvables, en font des candidats sérieux. L'agence leur propose rapidement un logement conforme à leurs vœux... sauf que celle-ci exige, en totale illégalité, un dépôt de garantie correspondant à 12 mois de loyer!

Authentique, cet exemple, avec des candidats favorisés, n'est qu'un échantillon de ce qui se passe sur le marché locatif des grandes métropoles. Il est facile d'imaginer les difficultés que doivent rencontrer des milliers de citoyens de condition plus modeste, tels que tous ceux qui sont confrontés à des pertes d'emploi ou à des baisses de revenus du fait de la désindustrialisation, de l'inflation et de



Programme de logements à Nancy. Depuis 2017, on assiste à l'effondrement de la construction de logements sociaux.

la stagnation des salaires privés comme publics.

Selon la fondation Abbé-Pierre, le nombre de personnes sans domicile a doublé en dix ans et se situe actuellement entre 300 000 et 350 000 personnes auxquelles il convient d'ajouter 2,2 millions de personnes en attente d'un logement social. Et cette situation n'a fait que s'aggraver avec la crise sanitaire et le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne: la pénurie de matériaux et le renchérissement de l'énergie ont retardé les mises en construction ou les chantiers de rénovation.

Les modifications de la politique monétaire dans un sens plus restrictif et la hausse des taux ont accru le coût de l'endettement, réduit l'offre de crédits et durci les conditions d'octroi.

Le logement est un défi aux nombreuses facettes: écologique, sociale, économique. Il s'agit d'inciter en priorité à des investissements non spéculatifs afin d'augmenter massivement et durablement l'offre de logements, qu'ils soient neufs ou rénovés. Et c'est là que le rôle de la puissance publique est essentiel par la mise en œuvre d'une stratégie efficace

conjuguée à une planification élaborée et structurée en créant les dispositifs d'aide, de soutien et de mise en construction qui sont nécessaires. Car, contrairement aux propos d'Emmanuel Macron en mai dernier, ces aides ne sont pas « coûteuses et inefficaces » puisque la comparaison entre les dépenses pour le logement et les recettes fiscales afférentes fait apparaître un excédent de 52 milliards en 2021 pour les caisses de l'État.

Malheureusement, on constate que ce sujet n'a jamais représenté une priorité des deux quinquennats d'Emmanuel Macron: depuis 2017, quatre milliards d'euros ont été économisés chaque année sur les aides pour le logement et le financement des bailleurs HLM. On a assisté à un effondrement de la construction de logements sociaux. Là encore, l'austérité est supportée par les plus vulnérables mais également par la classe moyenne.

Les choix du gouvernement sont clairement orientés en faveur de catégories restreintes les plus fortunées et cette logique a été confirmée par les réformes récentes des retraites, de l'assurance chômage et du RSA. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

La quinzaine sociale

■ **Dialogue social interprofessionnel.** – Entre la négociation de la nouvelle convention de l'assurance chômage, celle des retraites complémentaires (Agirc-Arrco), les discussions qui devraient intervenir dans le cadre de l'agenda qu'ils se sont eux-mêmes fixés en juin (gestion des groupes de protection sociale, installation du comité de suivi de l'accord sur le télétravail, mise en place du comité paritaire de transposition de l'accord sur le partage de la valeur ajoutée...), l'automne est chargé pour les partenaires sociaux. À ces dossiers délicats, s'ajoutent les chantiers proposés par Elisabeth Borne le 12 juillet après sa rencontre avec les organisations syndicales et patronales, notamment

l'emploi des seniors, sans oublier la fameuse conférence sociale promise par le président de la République. Alors qu'il snobe les partenaires sociaux depuis les premiers jours de son premier quinquennat, Emmanuel Macron et son gouvernement découvrirait-il les vertus du dialogue? Réponse le 13 octobre, journée de mobilisation pour la défense du pouvoir d'achat.

■ Qualité de vie au travail.

– Durant la période de « canicule tardive » début septembre, quatre vendeurs sont morts en Champagne. En cause, les conditions de travail sous 40 degrés à l'ombre, sans les protections adaptées. Si le port d'un couvre-chef et l'application de crème solaire sont de la responsabilité des employés, la fourniture de boissons hydra-

tantes, les pauses repas, les moments de repos... sont, eux, du ressort de l'employeur. Par ailleurs, le 19 septembre, la préfecture de la Marne a ordonné la fermeture d'hébergements de vendeurs occupés par des salariés étrangers venant essentiellement d'Afrique de l'Ouest, au motif que leurs conditions de logement étaient « insalubres » et « indignes ». L'Inspection du travail avait constaté des « literies de fortune », « le délabrement », « l'absence de nettoyage », « l'état répugnant des toilettes, sanitaires et lieux communs », « un risque électrique ». De son côté, le responsable CGT Champagne a dénoncé « l'omerta » qui règne « dans le monde du champagne » où les « gens sont exploités », déploré que « tout le monde ferme les yeux parce que c'est le raisin le plus cher

du monde », et conclut: « sur l'étiquette, dans la composition du champagne, il va falloir mettre le pourcentage de misère humaine ».

■ **Recherche travailleurs désespérément** – Les organisateurs des Jeux olympiques proposent 16 000 emplois dans des secteurs en tension: cuisiniers, chauffeurs de bus, agents de sécurité et de nettoyage, logisticiens... Depuis le 25 septembre, un *job dating* géant est organisé à Saint-Denis. Quatre mille demandeurs d'emploi s'y sont inscrits. Les entreprises (SNCF, RATP, Accor, Sodexo...) et les organisateurs mettent en avant la valorisation de l'expérience acquise ou la formation promise, mais pas les salaires ni les conditions de travail...

NICOLAS PALUMBO.

L'UE aux mains des *lobbies* (I)

Il est impossible aujourd'hui de parler de l'Union européenne sans penser à l'influence qu'exercent sur elle les *lobbies* tant l'actualité foisonne à ce sujet. Loin d'exercer dans l'ombre, leurs méthodes sont parfaitement connues. Du moins en apparence car certains chiffres sont nettement sous-évalués.

Le terme *lobby* est un mot anglais qui signifie « antichambre ». Il désigne un groupe de pression composé de salariés qui travaillent pour promouvoir et défendre des intérêts, privés ou publics, en exerçant diverses influences sur des personnes ou institutions détentrices du pouvoir politique. Ils interviennent aussi dans les médias et les milieux de la recherche.

Il y a traditionnellement deux visions des *lobbies* : celle libérale, dite toquevillienne, perçue comme saine et utile dans une démocratie puisqu'elle permet la mise en relation entre décisionnaires et société civile. L'autre, dite rousseauiste, considère au contraire que le *lobbyisme* représente uniquement des intérêts particuliers qui pervertissent la puissance publique, qui ne représente donc plus l'intérêt général.

Si le terme *lobby* reste pour le plus grand nombre un concept légitimement négatif car rempli d'opacité, il n'en reste pas moins que nous connaissons la plupart des cabinets qui œuvrent à Bruxelles. En vérité, ils y sont depuis bien longtemps. En effet, les *lobbies* sont présents dès le départ du projet européen et ont contribué à la construction de l'UE. Ainsi, les premiers bureaux se sont ouverts à Bruxelles en 1959, où soixante et onze groupes d'intérêts privés (industrie et commerce) se sont formés. Depuis, les institutions européennes n'ont jamais cessé de s'appuyer sur les organisations patronales comme interlocuteurs au détriment des bureaucraties en charge des politiques industrielles nationales. A titre d'exemple, l'*European Round Table for Industry* (ERT) créé en 1983 par les présidents de Volvo, Philips et Fiat, rassemble les 49 plus grandes entreprises européennes, situées dans 18 pays de l'UE. Le *lobbying* intense qu'il exercera auprès des institutions européennes est tel qu'il influencera le texte de l'Acte unique européen de 1986 et celui du traité de Maastricht de 1992.

Cependant, c'est à partir des années quatre-vingt que la pratique s'est véritablement développée. La Commission européenne estimait en 1992 que trois mille groupes de personnes pratiquaient le *lobbying*. D'après la Direction de l'information légale et administrative (service du Premier ministre français), plus de 12 500 organisations sont enregistrées au registre de transparence en 2021, ce qui représente 50 000 personnes. Par comparaison, en 2019, 56 000 fonctionnaires travaillaient pour l'UE... De fait, Bruxelles concentre à elle seule le deuxième plus gros conglomerat de *lobbyistes* du monde après Washington !



Bruxelles, siège de la Commission européenne. Les *lobbies* y sont puissamment implantés.

Le secteur d'activité est estimé en 2012 à environ 3 milliards d'euros par an.

Le mot *lobby* recouvre beaucoup de choses :

- **Les *lobbyistes* maison.** Appelés *in-house*, ils sont les plus nombreux. Leurs clients sont les entreprises, les fédérations d'entreprises ou les associations professionnelles représentant un secteur privé.

- **Les cabinets de *lobbying*.** Ils emploient des experts en relations publiques ainsi qu'en politiques publiques. Dans l'affaire des *Monsanto papers*, le cabinet FleishmanHillard a été cité pour avoir constitué des fichiers détaillés sur les capacités des personnes pouvant être « *retournées* » en faveur du glyphosate...

- **Les cabinets d'avocats.** Ils interviennent à tout moment lors des travaux d'élaboration d'une loi pour éventuellement la contester devant l'instance compétente. Ils fournissent aussi des services de *lobbying* auprès des institutions de l'UE.

- **Les *think tanks*.** Ces groupes de réflexion, proposant leurs idées, sont les champions du réseautage, particulièrement influents et jamais neutres. Leur but est d'organiser la proximité afin de provoquer des opportunités d'influence au quotidien (organisation de conférences, *workshops*, lunch-débats avec les fonctionnaires bruxellois et au Parlement européen). L'objectif est d'influencer l'opinion des décideurs par l'arme de la répétition :

tout discours répété inlassablement durant ces entretiens devient une vérité même si les faits démontrent le contraire.

– Les cabinets de défense du produit.

Ils vendent leurs services aux firmes et aux associations professionnelles. Ils peuvent employer des scientifiques de toutes disciplines afin de produire des études difficiles à contredire.

- **Les ONG, associations de consommateurs et syndicats.** Pour des raisons évidentes, même s'ils produisent un travail important, leur impact auprès des instances est nettement moindre que celui des *lobbies* des firmes.

Quels que soient les *lobbyistes*, il est très difficile de savoir combien ils dépensent pour leurs activités tant il est laborieux d'avoir accès aux chiffres pour en faire une évaluation précise, d'autant que les déclarations faites par les firmes concernées au registre de transparence de l'UE sont loin d'être exactes...

Cependant, les *lobbyistes* les plus influents dépensent chacun plusieurs millions d'euros par an. Selon les travaux de Dieter Plehwe, chercheur en sciences politiques, le secteur d'activité est estimé en 2012 à environ 3 milliards d'euros par an. Le chiffre en question est probablement bien en dessous de la réalité d'aujourd'hui. A titre d'exemple, le Cefic (Conseil européen de l'industrie chimique), qui est le plus gros groupe de *lobbying* en Europe, dépense à lui seul plus de 12 100 000 euros par an. Il emploie 78 *lobbyistes* dont 49 à temps plein, et dont 23 ont une accréditation au Parlement européen. On retrouve parmi les plus gros *lobbyistes* le cabinet FleishmanHillard qui emploie 60 *lobbyistes* et dépense près de 7 millions d'euros par an. Moins dépensier (environ 6 000 000 d'euros par an), Google n'en est pas moins un des plus actifs à Bruxelles. N'employant que 15 représentants, ceux-ci auraient officiellement rencontré 220 fois des membres de la Commission européenne.

Le manque d'études récentes laisse toutefois penser que ces chiffres sont bien en deçà de la réalité pour l'année en cours.

Les *lobbies* au sein de l'UE sont donc nombreux et leurs influences sur les institutions sont majeures tant leurs moyens logistiques et financiers sont immenses. Ce qui est intéressant à observer au vu de leur efficacité, ce sont les différentes méthodes qu'ils emploient pour arriver à leurs fins. Leurs stratégies, multiples et imparables, pourraient bien avoir comme devise : « *Ce n'est peut-être pas moral, mais c'est légal* ». ■

AYMERIC DARAN.

Une Belgique encore menacée d'éclatement ?

Alors que des échéances électorales majeures arrivent, la coalition au pouvoir, le système partisan et le pays lui-même voient leurs existences menacées.

Quel avenir pour la coalition Vivaldi qui regroupe depuis 2021 les quatre grandes familles politiques (libérale, démocrate chrétienne flamande, socialiste, écologiste) ? Le parti libéral (le Mouvement réformateur, MR) et son président wallon Georges-Louis Bouchez n'ont cessé depuis plusieurs mois de tirer à boulets rouges sur le gouvernement qui ne va pas assez loin ni assez vite, sur les retraites, sur la politique énergétique, sur la réforme fiscale. Son projet : libérer les énergies en baissant la pression fiscale, en ramenant les chômeurs au travail, en rationalisant et en équilibrant le système de retraites. Le message est donc clair : Georges-Louis Bouchez veut une coalition de droite au pouvoir après les élections du mois de juin.

Mais avec qui ? Les Engagés (anciens démocrates chrétiens francophones), principale force d'opposition francophone à droite, n'aiment guère Georges-Louis Bouchez, pas plus que les libéraux et démocrates flamands (Open vld) et



Tom Van Grieken, président du Vlaams Belang. Son parti menace l'unité belge.

les chrétiens démocrates flamands (CD&V). Ne parlons même pas de la gauche. Le leader wallon le leur rend bien, lui qui n'a pas apprécié, cet été, les attaques, y compris à droite, proférées contre la ministre des Affaires étrangères issue du MR, coupable d'avoir fait preuve de négligence dans l'octroi de visas à des personnalités politiques iraniennes douteuses. Bref, Georges-Louis Bouchez n'est pas encore installé à la tête du gouvernement. Ajoutez à cela les critiques en interne contre le népotisme au sein de l'Open vld, le Premier ministre lui-même étant mis en cause

en tant que leader du parti, le divorce programmatique entre socialistes flamands et wallons, des écologistes inaudibles, des socialistes qui refusent toute coalition avec la gauche antilibérale, et des femmes de plus en plus nombreuses qui veulent quitter la vie politique. On a là un cocktail détonant.

Et ce d'autant plus que les nationalistes du Vlaams Belang et de la N-VA (Alliance néo-flamande) caracolent en tête dans les sondages avec un peu moins de 50 % des intentions de vote. Plus grave, le Vlaams Belang devance la N-VA. Or, si le second est prêt à jouer le jeu

des institutions et à négocier la mise en place progressive d'une Belgique confédérale, le premier prône la rupture pure et simple. Il vient de présenter son projet d'accession de la Flandre à l'indépendance. Il prévoit pour cela une négociation entre les gouvernements régionaux wallons et flamands à l'issue de laquelle, en cas d'échec, un référendum serait organisé en Flandre, une victoire conduisant à une proclamation unilatérale de l'indépendance. On comprend mieux l'éloge de la Belgique prononcé par le roi Philippe lors de son discours du 21 juillet pour la fête nationale belge, un roi qui veut donner le maximum d'éclat au bicentenaire de la Belgique en 2030. Un vœu pieux ? ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits marquants

■ **Azerbaïdjan.** – Le 19 septembre, l'armée azérie est entrée dans l'enclave séparatiste du Haut-Karabakh peuplée d'Arméniens. Un premier bilan fait état de 200 morts et 400 blessés parmi ceux-ci. Un cessez-le-feu a été signé le 20 septembre sous l'égide des Russes. Les soldats azerbaïdjanais encerclent Stepanakert. Dans une allocution télévisée, le président Aliiev a présenté cette offensive comme une « opération anti-terroriste » qui a permis de « rétablir la souveraineté de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh ».

■ **Grèce.** – Le 21 septembre, Athènes et les grandes villes du pays ont connu un mouvement de grève de vaste ampleur. Dans le viseur de la contestation, un projet de loi du gouvernement de droite de Kyriákos Mitsotákis dérégulant le droit du travail (semaines de 78 heures et de six jours travaillés, restriction du droit de grève...).

■ **Venezuela.** – Scénario digne d'une production hollywoodienne à la prison de Tocoron... Une troupe de 11 000 policiers équipée de tanks est intervenue dans cet établissement de l'État de l'Aragua pour déloger le plus dangereux gang du pays, qui avait pris possession des lieux ! À l'issue de ce raid, les autorités ont annoncé que d'autres opérations similaires devraient être lancées pour rétablir l'ordre face aux mafias.

CASIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **Cheval de Troie.** – On lui refuse la porte ; il entre par la fenêtre ou la cheminée. « Une source proche du Palais » à Rabat, citée par le quotidien britannique indépendant *The Guardian*, exprime le sentiment qui domine dans les milieux dirigeants marocains. L'offre de cinq millions d'euros d'aide humanitaire par le président Macron (depuis le sommet du G 20 à New Delhi) après le tremblement de terre qui a frappé tout récemment le pays, a été vue comme une tentative de s'introduire subrepticement là où il savait n'être pas le bienvenu, une façon même d'acheter les Marocains sous couvert de les aider.

Débouté, Macron aurait pu s'en tenir là. Non, il persiste. Quelques jours plus tard, il diffuse une vidéo, adressée dit-il au peuple marocain, pour présenter, dit-il encore, ses

condoléances et faire connaître que ses offres d'assistance n'ont pas été acceptées tout en restant disponibles. Le Palais y a vu une manière de soulever le peuple contre les autorités. *The Guardian* cite sa source : « Au Maroc, on ne gouverne pas par twitter. Cette vidéo est une caricature de la manière de gouverner. Il n'a aucun droit de s'adresser directement au peuple marocain... Il dit vouloir éviter de nouvelles controverses, mais ce sont des controverses qu'il a lui-même créées et alimentées via les réseaux sociaux. »

Le quotidien belge *Le Soir* se demande ingénument pourquoi le Maroc a restreint l'accès de son territoire à quatre pays (Royaume-Uni, Espagne, Qatar et Émirats arabes unis) et pourquoi ceux-là. Les spéculations vont bon train, note-t-il, pour savoir quels différends politiques peuvent justifier un tel refus d'assistance à per-

sonnes en danger. En tout cas, s'il avait voulu clarifier la relation en saisissant cette occasion exceptionnelle, le roi a pleinement réussi. Il a bénéficié de l'effet de surprise. Personne à Paris n'imaginait un tel camouflet.

Comment relever le gant ? Pour la presse internationale, c'est la question du Sahara occidental qui serait au cœur du différend après que les États-Unis, l'Espagne, Israël ont accepté la souveraineté marocaine et ouvert des consulats à Laâyoune et Dakhla. Le Qatar, les Émirats arabes unis et quelques pays africains ont fait de même. Toute « réconciliation » passe nécessairement par le Sahara, écrivait un analyste dans l'organe marocain *Aujourd'hui*, la veille du séisme. Plus largement, c'est la relation franco-algérienne qui est mise sous pression en cherchant à influencer l'opinion française.

Y. L. M.

Qui est mon prochain ? Comment s'intéresser aux rives du fleuve Amour si l'on n'a pas l'amour des rives de Mare Nostrum, du Maroc à la Libye en passant par... Marseille ?

L'échange Mongolie-Méditerranée

PAR YVES LA MARCK

C'est l'enseignement du pape François entre son voyage à Oulan-Bator (Ulaanbaatar) du 1^{er} au 4 septembre et son rendez-vous avec la cité phocéenne du 22 au 24 septembre. Emmanuel Macron a fait, le 21 mai, une première mais brève escale dans la cité mongole et accueillera le pontife dans la seconde ville de France.

Leurs démarches peuvent sembler parallèles. Le président s'est engagé dans une découverte de nouveaux territoires qui n'avaient jusqu'alors entretenu aucun lien avec Paris, non francophones et sans référence historique. Pour la Mongolie, il faudrait remonter à Saint Louis. L'idée est de construire des coalitions, notamment autour du climat, qui transcendent les divisions internationales classiques. Le pape, lui, sans délaisser les gros contingents de fidèles, mais qu'il estime avoir moins besoin de sa présence physique, veut atteindre les « périphéries » jusqu'aux extrémités de la terre, de l'Amazonie à la Papouasie, du Congo au Kazakhstan. Tous deux s'aventurent en terre inconnue. Ils doivent expliquer à leurs interlocuteurs qui l'ignorent souvent, respectivement ce que représente la République française et ce qu'est l'Église catholique.

La Mongolie, trois fois grande comme la France, ne compte que 3,4 millions d'habitants et parmi ceux-ci moins de 1500 catholiques. En quoi est-elle importante pour Paris et pour Rome ? Une partie de la réponse est commune, car la Mongolie dite extérieure a fait partie intégrante du bloc communiste de 1924 à 1992, sous obédience soviétique, directe puis indirecte après une indépendance formelle en 1945, État-tampon avec la Chine. Pékin a récupéré l'essentiel de la population mongole située en Mongolie dite intérieure, restée chinoise en 1911 quand l'autre proclamait son indépendance : plus de quatre millions de Mongols y vivent sur une population totale, dans la province, de 20 millions d'habitants. La politique de sinisation y est aussi pressante qu'au Xinjiang ou au Tibet. Tous contacts ont été supprimés entre les deux versants du désert de Gobi. La Mongolie (anciennement extérieure) est sous surveillance de Pékin. Lorsqu'en 2006 elle a fêté les huit cents ans de la création de l'État mongol par Gengis Khan, le Dalai-lama, de qui relève la forme de bouddhisme observée par la moitié des Mongols, a visité Oulan-Bator pour la dernière fois. Depuis, les autorités de Pékin l'ont interdit. La Chine contrôle les accès portuaires et ferroviaires de cet État enclavé. Enfin, en 2020, les autorités avaient interdit au musée de Hohhot (capitale de Mongolie intérieure) de prêter



Ukhnaagiin Khürelsükh préside la Mongolie depuis juin 2021.

aucune pièce mongole à l'exposition programmée à Nantes (du 14 octobre 2023 au 5 mai 2024 : « Gengis Khan, comment les Mongols ont changé le monde »). Le soutien du musée d'Oulan-Bator a permis de lever cette difficulté. Le président mongol devrait être l'invité du président Macron à cette occasion.

Le pontife romain porte son regard depuis la steppe mongole vers la mer Méditerranée et l'Afrique du Nord.

La Mongolie s'efforce de défendre son indépendance dans un environnement de plus en plus dangereux. Si la moitié des missionnaires catholiques vient de Corée du Sud, le rapprochement entre Corée du Nord et Russie, affiché à Vladivostok par Poutine et Kim Jong-un, le 12 septembre, complète l'encerclement du territoire mongol. 55 km seulement le séparent du Kazakhstan : tout a été fait pour qu'il n'y ait pas de jonction entre les deux, mais une mince frontière russo-chinoise incongrue. Le Premier ministre mongol, un réformateur, s'est rendu fin juin à Pékin puis en juillet aux États-Unis. La réception du pape s'inscrit dans le cadre de cette diplomatie d'ouverture. La recherche de nouveaux partenaires pourrait inclure la France, intéressée par un gisement d'uranium, qu'elle pourrait éviter d'importer désormais du Niger : le désert de Gobi plutôt que le Sahara.

L'échange mongol. – L'initiative chinoise de « la Ceinture et la Route » (BRI) prétendait s'inspirer des anciennes routes de

la soie qui reliaient Karakorum à Gênes. L'échange mongol réalisait ainsi au XIII^e siècle une première forme de mondialisation auquel le nom de Marco Polo est resté associé. Ce n'est toutefois pas ainsi que l'évêque de Rome porte son regard depuis la steppe mongole vers la mer Méditerranée et l'Afrique du Nord. Il ne peut certes détacher son attention de l'immense Chine toute proche et si liée à l'histoire mongole. Il y a dépêché un cardinal. Les rencontres des Églises du bassin méditerranéen, de Rabat à Beyrouth, de Marseille au Caire, de Rome à Jérusalem, s'inscrivent dans la ligne de ses efforts renouvelés, depuis Lampedusa et Lesbos, pour faire prendre conscience des enjeux planétaires des migrations qui concernent le monde entier. La Méditerranée n'est pas pour lui un lac fermé ni une ligne de démarcation. L'actualité fait que ce déplacement marseillais coïncide avec deux catastrophes naturelles majeures au Maroc et en Libye, s'ajoutant à deux autres qui ont récemment frappé la Turquie et la Syrie, sans oublier les cataclysmes que subit la Grèce. Si l'on ajoute les décès de migrants en mer, ce sont des dizaines de milliers de morts qui travestissent ce bien commun en un grand cimetière au soleil couchant.

Entre Mongolie et Barbarie (Berbérie), entre les Khanats et l'empire des Almohades, l'Europe du XIII^e siècle était prise en tenaille. Les Gengiskhanides avaient atteint la mer Noire. Venus du sud marocain, les Almohades dominaient Al-Andalus (1). Le roi de France (Louis IX) et les papes (Innocent IV puis Nicolas IV) avaient déjà compris la dimension inestimable des échanges entre les deux extrémités du monde connu et dépêché des ambassades auprès du Grand Khan. La messe au stade Vélodrome (de Marseille) le 23 septembre est-elle une réponse à l'ambition extraterrestre du cosmodrome (de Vostotchny) du 12 septembre ? Le pape avait évoqué à Oulan-Bator, sur les lieux mêmes des recherches du paléontologue, *La Messe sur le monde* du R. P. Teilhard de Chardin. De Gaulle avait lui-même cité le père jésuite (décédé en 1955) lors de sa visite en 1966 au site spatial sibérien de Baïkonour. La guerre du ciel a commencé. ■

► Marie Favereau, *La Horde. Comment les Mongols ont changé le monde*, Perrin, 2023.

► *Historia Spécial* n° 69, *Grand Angle*, septembre-novembre 2023, « Gengis Khan, le big bang mongol ».

(1). On se référera à l'ouvrage de Gabriel Martinez-Gros, *De l'autre côté des croisades : l'islam entre Croisés et Mongols, XI^e-XIII^e siècle*, Passés composés, 2021.



D.R.

Médias : quel rôle idéologique ?

Par B. La Richardais.

La bataille syndicale et politique provoquée cet été par la nomination de Geoffroy Lejeune à la tête de la rédaction du *Journal du dimanche* a souligné le rôle majeur de la presse écrite dans la diffusion des idées. Elle incite à s'interroger sur le rôle idéologique que jouent les médias.

En avril 2008, lors de son 37^e congrès, la Nouvelle Action royaliste avait dénoncé l'emprise des groupes financiers sur la presse et proposé que les Sociétés de journalistes disposent d'un droit de veto sur la nomination du directeur de la rédaction...

Depuis quinze ans, la situation n'a fait qu'empirer. L'affaire Geoffroy Lejeune offre une illustration tristement exemplaire de l'emprise des financiers sur la presse. Licencié par le propriétaire de *Valeurs actuelles*, Geoffroy Lejeune a été imposé au *Journal du dimanche* par le propriétaire du titre, malgré l'opposition de la Société des journalistes du JDD, soutenue par les principaux syndicats de journalistes et par trente sociétés de journalistes. On a beaucoup glosé sur le parcours extrémiste de Geoffroy Lejeune, qui relève de la liberté d'opinion, alors qu'il faudrait mener campagne contre l'emprise du capital financier sur les médias, au mépris de la volonté, exprimée par le CNR puis par l'ordonnance du 26 août 1944, de protéger la presse « des concentrations excessives et des puissances d'argent ».

On ne saurait s'accommoder d'une telle emprise puisque les médias assurent la circulation des idées dans la nation (1). Plus précisément, ils exercent ou devraient

exercer un rôle d'intermédiaires entre les centres de la création intellectuelle – les universités, les sociétés de pensée, divers auteurs indépendants, naguère les partis politiques – et les citoyens. Cette fonction médiatrice est contredite par la progression dans les médias d'une pensée unique qui provoque en réaction le fantasme d'une manipulation générale des esprits par les puissances de l'ombre.

Cette vision simpliste ne résiste pas à l'examen. Il existe bien une idéologie dominante, celle de l'intégration européenne et du marché mondialisé, mais la pensée unique n'a pas empêché l'émergence et le développement de grands débats qui soulignent depuis quarante ans la vitalité de la pensée française : confrontation entre les démocrates (communautaristes) et les républicains (unitaires et laïques), mise en question de l'identité nationale et répliques patriotiques nationales-républicaines, thématiques écologiques et controverses sur la croissance et la décroissance, débat sur la souveraineté qui n'a pas cessé depuis le référendum sur le traité de Maastricht. Sans oublier les virulentes polémiques entre les partisans du *woke* et leurs adversaires (2)...

Il faut aussi rappeler que l'idéologie dominante n'a pas empêché la montée en puissance de la contestation syndicale des

réformes néolibérales, depuis les grèves de 1995. La victoire du Non au référendum de mai 2005 a souligné l'ampleur de la résistance populaire à l'idéologie et aux préceptes dominants, que les manifestations de l'hiver et du printemps 2023 sont venues confirmer.

Nous savons bien que les mouvements de dénonciation du néolibéralisme et de révolte sociale ne peuvent trouver d'issue politique pour le moment, en raison de l'antagonisme irréductible des oppositions de droite et de gauche. Ce blocage assure la survie de la gouvernance oligarchique, qui a tout intérêt à favoriser l'emprise capitaliste sur la presse et l'édition parce qu'elle croit contrôler ainsi la circulation des idées.

Nous sommes entrés dans un système éditorial dominé par deux grands groupes : Hachette Livres contrôle Fayard, Grasset, Larousse, etc., et Editis rassemble sous sa houlette Julliard, Bouquins, Plon... Ce duopole réalise à peu près la moitié du chiffre d'affaires de l'édition française et assure par ses filiales une part importante de la distribution du livre – sans cependant étouffer le réseau des petites maisons. La presse a subi le même processus de concentration : le groupe Dassault possède *Le Figaro* ; Patrick Drahi a acheté *Libération*,

L'Express, *BFMTV*, *RMC*; Martin Bouygues possède *TF1* et *LCI*; Vincent Bollore contrôle *Europe 1* et *CNews*; Xavier Niel possède des parts dans le Groupe *Le Monde* et s'est offert plusieurs quotidiens régionaux; le Tchèque Daniel Křetínský a acheté *Marianne*, *Elle*, *Franc-Tireur*... Cela avec l'indispensable concours des banques (il faudrait un chapitre entier sur le groupe EBRA, propriété du Crédit mutuel et principal éditeur de quotidiens et hebdomadaires régionaux en France devant Sipa-Ouest-France...)

Les groupes industriels et financiers qui contrôlent une partie de la production et de la circulation des idées poursuivent tous le même objectif: atteindre la rentabilité maximale par le moyen d'une mise en spectacle généralisée des « produits » culturels. Dans l'édition, la course au best-seller s'est intensifiée. Dans les médias télévisés, le primat de l'émotion est devenu systématique. Il a assuré une promotion inouïe des attentats terroristes, comme nous l'avons maintes fois souligné. Dans l'ordinaire des jours, il conduit à privilégier le fait divers sanglant, les polémiques stériles et les scandales au mépris de l'information politique, sauf en cas de violences dans la rue. L'intellectuel médiatique, poussé à la caricature par Bernard-Henri Lévy, vient couronner ce traitement de l'information, par le spectacle qu'il donne. Le charlatan fait toujours recette, mais son étoile pâlit depuis l'avènement de Cyril Hanouna qui atteint aujourd'hui un sommet, dans le mélange de l'information et du divertissement de dernière catégorie.

Le milieu intellectuel que forment les chercheurs, les enseignants, les écrivains et les journalistes a été profondément perturbé par l'emprise capitaliste sur les médias. La figure du grand écrivain engagé dans les débats du siècle s'est effacée à la fin du siècle dernier où brillèrent Bernanos, Camus, Mauriac, Malraux... Michel Houellebecq ne s'inscrit pas dans cette lignée puisqu'il joue pleinement le jeu de la société du spectacle comme il l'a montré en se mettant en scène dans une *séquence* puis lors du procès provoqué par cette séquence pornographique (3).

Le métier de journaliste a lui aussi subi les conséquences du culte de la rentabilité – d'ailleurs hautement problématique – et de l'organisation hiérarchique de la société médiatique.

Tout en haut, quelques commentateurs vedettes qui passent de plateaux en salles de rédaction: Alain Duhamel est, depuis des décennies, le modèle du journaliste bien-pensant qui baigne dans l'oligarchie comme dans un élément naturel – tout comme Christophe Barbier et Nathalie Saint-Cricq. Dans la presse écrite comme dans l'audiovisuel public et privé, des cadres de tous niveaux assurent le fonctionnement des titres, des stations et des chaînes selon diverses orientations mais dans le respect des intérêts du proprié-



Rémi Rieffel, professeur à l'université Panthéon-Assas. Ses analyses sur les médias sont très solides.

taire et selon une orthodoxie implicite qui n'est ni imposée ni discutée puisque les réseaux de connivence maintiennent les acteurs du spectacle médiatique dans le cadre des convenances idéologiques.

Cette orthodoxie implicite est d'autant plus répandue que, tout en bas de l'échelle médiatique, la masse des journalistes est obligée de se conformer à l'opinion dominante. Normalisés par les écoles de journalisme, certains ont la chance d'avoir un CDI, d'autres l'attendent des années avec un CDD, et la majorité végète en vendant des articles payés à la pige ou en rédigeant

Les médias de l'audiovisuel se présentent en modèles et en garants de la démocratie, tout en exerçant une censure de fait.

des textes pour les bas-fonds de la société de communication, où l'on se contrefiche du droit du travail. Que l'on soit pigiste ou en CDD, nul n'a intérêt à sortir des schémas convenus car la menace du chômage est permanente. Ce consentement résigné à l'ordre des choses renforce le conformisme de l'ensemble. Malgré les efforts de certains syndicalistes, la lutte des classes dans les médias est d'une invisible violence.

Ce conformisme idéologique pèse d'autant plus sur la sélection des idées mises en circulation que les recettes de la sacro-sainte Communication privilégient les formats courts, les idées simples, les schémas manichéens. Les chercheurs, qui sont mal-aimés dans l'édition en raison de leurs faibles tirages, sont de « mauvais clients » dans l'audiovisuel parce que leurs explications sont empreintes de prudence, soucieuses de nuances, res-

pectueuses de la complexité des choses et des hommes. On leur préfère l'expert, vrai ou faux, qui connaît l'orthodoxie et la respecte pour être régulièrement invité et qui apporte en trois minutes les fameux éléments d'explication qui permettent d'affirmer que le sujet a été traité.

C'est ainsi que les médias de l'audiovisuel se présentent en modèles et en garants de la démocratie, tout en exerçant une censure de fait. Celle-ci porte sur la mise en question raisonnée de la construction européenne et de la monnaie unique. Nous constatons aussi le blocage de tout débat de fond sur certains enjeux de politique étrangère – naguère le conflit yougoslave, aujourd'hui la guerre russo-ukrainienne. La marginalisation du courant hétérodoxe en économie mériterait un article complet.

L'emprise croissante du capitalisme industriel et financier sur les médias et le verrouillage idéologique qui s'observe dans l'audiovisuel public et privé s'accompagnent d'une constante augmentation du discrédit des journalistes et des organes de presse. Les sondages, dont les médias raffolent, signalent année après année cette perte de crédibilité qui s'accompagne d'une fuite devant les actualités anxiogènes – qu'il s'agisse des conflits armés ou du réchauffement climatique.

Fortement perturbée par les contraintes et les logiques que nous ne cessons de dénoncer, la circulation des idées parvient à se maintenir grâce à diverses chroniques dans la presse écrite, aux blogs, aux sites et aux chaînes créés par de nouveaux animateurs qui laissent place au débat. Nul n'ignore que les réseaux sociaux charrient le meilleur et le pire. Loin d'avoir remplacé les médias classiques, les meilleurs sites sont d'utiles relais pour les éditeurs, leurs auteurs et maints journalistes.

Dans ce système compliqué et prodigieusement élargi par Internet, le citoyen en quête de repères risque d'être découragé par le flot incessant de l'information et du divertissement.

L'une des tâches de *Royaliste* est de désigner des points solides du champ médiatique en soulignant l'importance décisive de ce qui est hors champ pour la formation des idées. Ainsi les séminaires de recherche (École des hautes études, Langues O'), les fondations (Res Publica, Jean-Jaurès), des revues telles que *Le Temps des ruptures* et *La Revue des Deux Mondes*. C'est dans ces lieux que nous avons toujours trouvé des preuves éclatantes de la vitalité de l'esprit français. ■

(1). Pour une analyse complète, rigoureuse et nuancée, cf. Rémy Rieffel, *L'Emprise médiatique sur le débat d'idées, Trente années de vie intellectuelle (1989-2019)*, PUF, octobre 2022.

(2). On peut retrouver ces débats en consultant la collection de *Royaliste* sur le site Archives royalistes.

(3). Cf. l'article de Christian Salmon sur *Slate*, 20 février 2023.

Un modèle coréen ?

Analogies historiques, « leçons » voire « lois » de l'Histoire : comment jouent-elles dans l'esprit des décideurs ? Pierre Grosser ne les écarte pas mais les passe au tamis.

Sommes-nous à la veille de 1914, dans les années trente, à l'orée d'une nouvelle guerre froide en 1945-1946, dans les années cinquante ? Tout est analysé, facteurs de guerre ou de paix, pour repérer les responsabilités, en sachant qu'il n'existe aucune fatalité. D'où l'inévitable déception à la lecture puisque l'auteur expose les deux versants sans jamais conclure. Il entend donner des cartes, mais le jeu reste ouvert. Les causalités sont multiples, nul ne saurait se prononcer définitivement.

Le parallèle le plus frappant et le plus oublié est celui de la guerre de Corée, ce qui y a conduit, la manière dont elle s'est déroulée et l'issue. Soixante-dix ans après l'armistice de Pan-Mun-Jong (27 juillet 1953), le dispositif est inchangé, figé, gelé. P. Grosser avait commencé son livre sur la rivalité sino-américaine et la question de Taïwan, mais l'actualité l'a rattrapé tandis qu'il écrivait : finalement, la guerre en Ukraine pourrait peut-être



Pierre Grosser.

© FRANCE CULTURE.

mener à un armistice du même genre, toutes proportions gardées (son article à *Politique étrangère*, automne 2022, dont on a repris le titre). Ce chapitre est le plus original. Les thèses des paléo-néo-conservateurs remontent à la surface, avocats d'une politique de force à titre préventif à Taïwan comme, disent-ils, l'OTAN a manqué à le faire en Ukraine. « *La guerre de Corée aurait pu être évitée si seulement les États-Unis avaient clairement indiqué à l'avance qu'ils s'opposeraient par la force à l'agression nord-coréenne* » (Paul Wolfowitz). P. Grosser se contente de mettre en valeur le débat intérieur aux États-Unis

qui pourrait peser à l'avenir.

La guerre de Corée, coïncée entre la Seconde Guerre mondiale et la guerre du Vietnam, demeure une sorte d'angle mort de l'histoire des relations internationales. C'est oublier que la fameuse « guerre froide » dont on reparle entre Washington et Pékin fut une guerre chaude, les plus meurtrières en pertes subies par l'Amérique – surtout si l'on compte les morts de la guerre du Pacifique, bien plus nombreux qu'en Europe. C'est ignorer que la fin de la guerre froide en Europe avec Gorbatchev ne s'est jamais étendue à la Chine. Quand on mentionnait après 1991 qu'il restait des partis communistes

au pouvoir en Asie, on nous riait au nez. Comme s'il n'y avait au monde que l'URSS et que, celle-ci abattue, il n'y avait plus à la surface de la planète de « *pays communistes* ». Quand une sinologue comme Alice Ekman parle encore de Chine rouge, on l'évacue gentiment.

D'où la question ultime de P. Grosser dans son dernier chapitre : « *Les raisons de l'absence de guerre directe entre les États-Unis et l'URSS restent-elles pertinentes ?* » ; ce qui revient à s'interroger sur la validité de la dissuasion nucléaire. Mais avant cela, il convient de se rappeler encore une fois que la stabilité du monde de cette époque de l'équilibre de la terreur n'a pas empêché d'innombrables et catastrophiques conflits en Asie et en Afrique (estimés à vingt millions de morts).

La guerre froide sino-américaine a déjà commencé. La question de « *gérer une rivalité durable sans relancer une guerre froide* » doit donc être reformulée : comment gérer la guerre froide sans qu'elle dégénère en guerre directe ? ■

YVES LA MARCK.

► Pierre Grosser, *L'Autre Guerre froide ? La confrontation États-Unis/Chine*, CNRS Éditions, 2023.

Dans les revues

■ **Exercice imposé.** – Chaque numéro est un produit bien fini sur papier glacé, signé des premiers élèves de la classe, garanti par *La Documentation française*. La revue qui publie un dossier soigné, léché, à raison de six numéros par an, célèbre ses vingt ans. Une source précieuse d'information et d'analyses, de cartes et de statistiques, de superbes illustrations, dont le fondateur et rédacteur en chef est membre de l'Institut, Serge Sur, spécialiste du droit international.

Peu de chances d'y trouver des points de vue non conformistes ou d'audacieuses anticipations, même si la revue cultive les approches diversifiées, historiques, littéraires ou cinématographiques. En mot d'ouverture, Serge Sur réfute la thèse du déclin pour lui préférer le concept de « *métamorphose* » (sans lui donner de défi-



nition précise et sans citer Kafka) sous une triple nature : contrainte, européenne et endogène. Il plaide, non sans une certaine appréhension, pour le maintien des institutions de la V^e République, au creuset de tout, y compris des métamorphoses.

Le thème choisi pour le dossier de cet anniversaire est le même que celui du dixième anniversaire, un exercice imposé : « *La France*

dans le monde ». Après un examen de ses « *forces et faiblesses* » et de son rôle comme « *acteur international* », un effort d'originalité domine néanmoins la troisième partie, « *La France vue d'ailleurs* », avec cinq visions globalement négatives quoique se voulant équilibrées : États-Unis, Chine, Grande-Bretagne, Allemagne et Russie. La prudence académique a conduit à exclure des témoignages encore moins confortables qui auraient pu venir des Arabes, des Africains ou des Latins. Le plus juste des cinq est Hans Stark, professeur de civilisation allemande à Sorbonne-Université qui évoque le « *regard inquiet* » vu d'outre-Rhin. Un recours plus large à des correspondants étrangers aurait permis de gagner en crédibilité, mais il aurait été peut-être plus malaisé de se conformer aux standards de la revue.

Un prochain numéro pourrait se pencher sur « *Le monde vu de France* », ces images qu'à chaque

génération la population, l'éducation, les médias et la classe politique portent sur les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie, la Chine ou la Turquie, mais aussi les Latins, les Bataves, les pays africains ou arabes !

Il est impossible de mener une politique étrangère intelligente hors des préjugés et des sentiments véhiculés parfois depuis des siècles. La crise africaine vient encore de le démontrer. Les élites françaises actuelles ont perdu des trésors accumulés de connaissances, recherches et expériences ; l'Éducation nationale à leur génération n'a pas assuré la transmission. Macron n'a reçu de l'école et de la vie aucune lumière sur l'histoire – de France, la chose est controversée, mais hors de France c'est certain : il n'en a aucune idée, sinon des idées fausses. ■

Y. L. M.

► *Questions internationales*, n° 1, trimestriel, mars-mai 2023.

DR



Par Gérard Leclerc

Retour aux Partisans

Kessel, Druon : deux noms de notre littérature au XX^e siècle. S'éloigneraient-ils, comme trop souvent nos écrivains au fil du temps ? Ceux-là, pourtant, appartiennent au vif de notre histoire, et l'on retient, au moins, qu'ils furent les auteurs d'un *Chant des partisans* ancré dans notre mémoire. C'est qu'ils furent de vrais résistants. Des résistants, qui avaient l'amour du pays, le prouvèrent dans leurs engagements et participèrent aussi par leur labeur d'écrivain à notre roman national. Grâce soit rendue à Dominique Bona de les avoir associés dans une commune biographie, qui nous les rend comme familiers, et surtout étonnamment vivants. On pourrait, d'ailleurs, parler d'un troisième personnage très présent dans le livre, en la personne de Germaine Sablon, une véritable héroïne, première interprète du *Chant des partisans*, qui fut longtemps la compagne de Joseph Kessel.

Séparé de vingt ans, Maurice Druon était le neveu de Joseph Kessel, auquel il fut longtemps très lié et dont il aurait dû porter le patronyme, s'il n'avait été adopté par un René Druon qu'il vénérât. Mais je laisse ici les questions généalogiques, pour souligner avec Dominique Bona que l'intimité de Kessel et de Druon n'empêchait pas une opposition des caractères et une différence radicale du sens des appartenances. Kessel ne pouvait oublier que son père était médecin juif d'origine lituanienne. Sans doute ne prit-il que tardivement conscience de cette identité juive. Et malgré le statut imposé sous l'Occupation, ce ne fut vraiment qu'à la naissance d'Israël qu'il prit fait et cause pour le judaïsme (hors de toute perspective religieuse). Ce n'est pas le cas de Maurice Druon, qui ne se reconnaissait que d'appartenance catholique. Non seulement il ne se reconnaissait pas juif, mais il ne se reconnaissait en rien dans « *un certain folklore russe, samovars, troïkas, chanteurs tziganes et cavaliers cosaques, qui occupent une part importante dans l'imaginaire de Kessel* ».

Autant Kessel a le tempérament d'un baroudeur, porté à tous les excès, autant Druon se signale par la sagesse et la régularité de ses mœurs. Chez lui, tout est stabilité, ordre bourgeois, ce qui le garde de bien des pièges, « *les dangereux démons de l'oncle Jef* ». « *Aux expéditions risquées aux quatre coins du monde, au Yémen ou en Éthiopie, sans parler de la Palestine, dans les pays en guerre qui attirent Kessel comme un signal dans la nuit, il préfère quant à lui la douce vita dans les hôtels cinq étoiles à Capri, à Ischia, à Rome.* »

Dominique Bona illustre ainsi « *deux types d'hommes, deux styles de vie* ». Celui de l'oncle ne correspond pourtant pas au modèle du noceur, prisonnier de ses vices. S'il est capable de casser, à Paris, tout un mobilier de bar dans un accès de colère, il est aussi, s'il le faut, une sorte d'ascète, s'imposant toutes les privations s'il faut partir à l'aventure et surtout rendre compte du climat du pays le plus pauvre, qu'il veut scruter au fond de l'âme. Pierre Lazareff, directeur de *France soir*, saura donner tous les moyens nécessaires d'investigation au plus génial de ses reporters, un reporter encore de service en 1967, lorsque l'Organisation mondiale de la santé l'envoie prendre le pouls du tiers-monde : « *Le reportage le vivifie, son sang circule plus vite dans ses veines, ses jambes retrouvent l'allant de ses vingt ans. Il épuise tous ceux qui le suivent par une cadence frénétique, ne dort plus, saute les repas, et se fiche pas mal qu'il n'y ait rien à boire de sérieux quand un passant vient à obséder son regard,*

pour quelques traits, pour quelques gestes, saisis au hasard. »

Mais de cette vie ardente nous ne nous souviendrions plus s'il n'en était surgi une œuvre littéraire abondante, mais surtout de première qualité. Une œuvre qui lui ouvre les portes de l'Académie française quatre ans avant son neveu. Précisément, cette entrée quai Conti permet de rappeler à Dominique Bona le souvenir de mon ami Paul Guilbert que Kessel a choisi alors comme secrétaire et qui rédige le discours en hommage au duc de La Force, qui n'inspire en rien le récipiendaire. Je ne résiste pas au plaisir de citer le portrait que la biographe fait du secrétaire : « *Un grand gaillard, aussi haut et large d'épaules que lui, le cheveu pareillement en désordre, roux, comme Maurice, mais moins extraverti, tellement plus timide, une sorte d'éternel étudiant, bohème et nonchalant.* » Paul Guilbert a sans doute écrit pour Kessel plus que ce discours. Ce qui est l'occasion de regretter qu'il n'ait publié aucun livre, lui dont chaque article était un petit chef-d'œuvre d'écriture.

On sait que le destin devait lier plus profondément encore Maurice Druon à l'Académie française, dont il devint le secrétaire perpétuel durant quatorze ans, prenant la suite de Jean Mistler avant de laisser la place à Hélène Carrère d'Encausse qui vient de nous quitter. Lui qui n'était pourtant pas chaud partisan d'accueillir les femmes dans ce haut lieu réservé aux hommes, se fera une joie d'une telle succession. Il est alors réputé pour son solide conservatisme. De ce point de vue, son passage au ministère de la Culture en 1973, dans le gouvernement de Pierre Messmer, n'est pas passé inaperçu. Dès sa prise de fonction il a averti ses collaborateurs qu'il lui serait indifférent d'être impopulaire et, face à un milieu culturel très marqué à gauche, il ne craint aucune provocation : « *Non seulement il ne s'offusque pas que la presse le caricature en proconsul venu fouler le champ de la libre culture, mais il revendique sa position. Il assume d'être un réactionnaire au milieu d'artistes révolutionnaires. Il en rit. Il s'en amuse.* »

Cependant, Druon est loin d'avoir toujours partagé ces idées qui le font la cible de toute la presse de gauche. Il a même, un moment, été compagnon de route du Parti communiste. Il a défendu François Mitterrand mis en difficulté au moment de l'affaire des fuites. En 1956, quand Budapest était envahi par les troupes soviétiques, il a pris position en faveur de l'Union soviétique, en compagnie d'Aragon, Picasso et Yves Montand ! Plus tard, en pleine crise de 1968 il se montre plein de compréhension pour la nouvelle génération en révolte.

Comment expliquer ce tournant radical ? Plus il avance en âge, plus Maurice Druon se trouve comptable d'un héritage menacé. C'est ce que Danièle Sallenave, qui lui succédera à son siège académique, condensera en une formule à retenir : « *Elle ne peut pas, elle ne doit pas changer, cette France qui l'a reconnu, qui lui a donné une légitimité, un nom, une langue et tranchons le mot, la gloire ! Elle doit rester ce qu'elle est, et tant pis pour ceux qui pensent autrement.* » Oui, mais avec son oncle Joseph Kessel, Maurice Druon avait des titres sérieux à se reconnaître dans les plis d'une certaine gloire. ■

► Dominique Bona, *Les Partisans. Kessel et Druon, une histoire de famille*, Gallimard, 2023.

Des larmes sur l'Allemagne

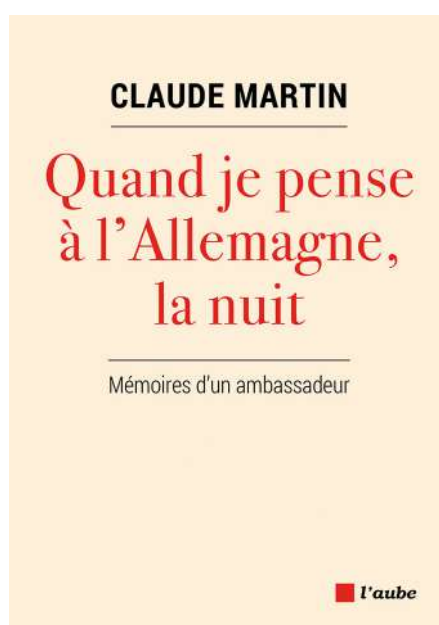
*Quand je pense à l'Allemagne, la nuit,
Je perds le sommeil,
Je ne puis plus fermer les yeux
Baignés de chaudes larmes.*

Heinrich Heine, *Pensées nocturnes*.

Trois heures de train entre Paris et Saint-Étienne au soir du 11 novembre 2018 ont fourni à l'ancien ambassadeur de France en Allemagne, Claude Martin, matière à ordonner ses pensées sur une vie entière consacrée à la diplomatie, à la Chine, à l'Europe et à l'Allemagne. Les neuf pages qu'il y écrit ramassent ce qu'il va se mettre à raconter en neuf cents pages, dont la moitié retracent au jour le jour ses neuf années d'ambassade berlinoise de 1999 à 2007. Si sa liberté d'esprit retrouvée ne l'empêche plus d'exercer une ironie féroce à l'encontre de nombre de ses interlocuteurs français et allemands, plusieurs portraits et scènes vécues provoquant une franche hilarité, l'ensemble est empreint d'une profonde tristesse.

De naïves attentes. – Martin, qui avait fait partie de la première équipe de l'ambassade de France à Pékin en 1964, était partisan d'une Europe organisée autour d'un noyau dur qui, dans son esprit, ne pouvait être que franco-allemand. Il y croyait encore en 1989 après la chute du mur, pensant que si l'Allemagne se retrouvait elle-même, une et sûre, le noyau en sortirait durci. Ce fut tout le contraire qui se produisit. Martin en veut à Kohl : le chapitre *L'ère de la duplicité* est un constat froid et consternant.

Martin se retranche sur la relation bilatérale. Même hors Union européenne, sans doute pas éternelle, l'Allemagne et la France resteront voisines et partenaires privilégiés. Il lui semble nécessaire de bâtir une relation franco-allemande solide pour ses seuls mérites et non plus dans l'idée de l'Europe. Un nouveau président et un nouveau chancelier vont trouver une forme de langage commun. Jacques Chirac et Gerhard Schröder ressuscitent le rapport d'égal à égal noué par de Gaulle et Adenauer puis Giscard et Schmidt. La ligne rouge de l'ambassadeur sera le maintien de la parité. Éraflée à Nice pour le nombre de députés au Parlement européen, elle sera bousculée dans le traité constitutionnel confirmé à Amsterdam. Martin s'interroge encore sur la rapidité avec laquelle les successeurs de Chirac et Schröder ont « démantelé » l'édifice laborieusement construit. Passe encore Angela Merkel à laquelle il conserve son estime. Il ne pardonne en revanche rien à Nicolas Sarkozy qui ne croyait pas en l'Allemagne ni en la chancelière, mais qu'il voit surtout « vindicatif », guidé par la volonté de « rupture » avec Jacques Chirac, et présomptueux, avide d'être reconnu le meilleur élève à Washington.



Après Lyon, se rapprochant tranquillement de son refuge de Haute-Loire, à Chambon-sur-Lignon, où il a ses racines, qui le relie à la clandestinité de l'Occupation, il se rassérène : « *Nous étions devenus de médiocres associés dans une grande multinationale européenne, sans âme, molle et à l'avenir incertain. Mais nous n'étions pas des adversaires, nous ne le serions plus jamais, c'était là l'essentiel.* »

Même hors Union européenne, l'Allemagne et la France resteront voisines et partenaires privilégiés.

Voyage d'hiver. – Les trois derniers chapitres, « *La fin des illusions* », « *Vers l'indifférence ?* », « *Ce qui reste* », ont un petit air de fin des *Mémoires de guerre*. « *La neige nous enveloppait de son manteau protecteur.* » La neige est omniprésente au long du récit, rappelant sans le nommer l'œuvre de son vieil ami de Pékin, Pierre-Jean Rémy, qui courait à Bayreuth dont le festival est plutôt ressenti comme une douloureuse obligation professionnelle par l'ambassadeur.

Claude Martin avait misé sur la culture. Six mois avant sa prise de fonctions à Berlin, il avait bénéficié à sa demande d'un stage de formation en immersion à la fois pour rafraîchir sa maîtrise de la langue et pour sillonner les Länder, à commencer par ceux de l'ex-RDA inconnus à l'époque, pourtant au cœur de la « vraie » Allemagne. Il réalise son rêve adolescent de visiter la maison de Goethe à Weimar, Bach à Leipzig, Luther à Erfurt et Wittenberg, les frères Mann à Lübeck. Martin concevra d'ailleurs sa mission comme celle d'un perpétuel nomade, sur quatre – et parfois deux – roues, portant la bonne parole de ville en ville,

ayant bien intégré, à rebours de toute la classe politique et administrative française, la dimension fédérale.

La culture allemande n'a pas de secrets pour l'ambassadeur, qui va d'exposition en concert, de commémoration en remises de prix. Quid de l'économie ? À part les discussions sur l'avenir d'Airbus dont il est écarté et une visite aux chantiers navals de Kiel sans commentaire, est-il possible que l'ambassadeur fasse si peu d'allusions aux usines, ateliers et laboratoires ? Parce que la séparation entre le public et le privé est beaucoup plus étanche qu'en France, ce que les partenaires français encore une fois ne comprennent pas.

À quoi bon ? – Le sentiment d'étrangeté, ressenti lors des cérémonies du 11 novembre 2018, ne va plus le quitter. Étrange manière de se souvenir de l'armistice, de l'hécatombe de la Grande Guerre, après cent ans, que de l'avoir fait en l'absence des Britanniques (en raison du Brexit), et que la présence d'Angela Merkel ait été à ce point banalisée que le mot Allemagne n'ait pas été prononcé dans le discours « neutre » d'Emmanuel Macron... Pour l'auteur, le centenaire aurait dû être l'occasion historique de revenir à la hauteur de la réconciliation de 1962. Le dialogue franco-allemand aurait dû, selon lui, être central et non accidentel. Contrairement à la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne n'éprouve pas de sentiment de honte à l'égard de la Première. Rendez-vous manqué avec l'histoire.

Pourtant, Martin se laisse encore convaincre, deux mois plus tard, d'assister à la signature du traité d'Aix-la-Chapelle, supposé resserrer la coopération lancée par le traité de l'Élysée du 22 janvier 1963. L'ambassadeur, qui a tant de fois fréquenté l'ancienne capitale impériale, depuis un sommet Giscard-Schmidt en 1978, et a été présent quasi annuellement à la remise du prix Charlemagne dont il laisse une description haute en couleur, cette fois quitte son hôtel, arrive sur la place où les personnalités sortent de leurs véhicules officiels, puis, comme saisi d'un haut-le-cœur, rebrousse chemin et regarde la cérémonie à la télévision dans sa chambre. « *Je regardai l'écran, ahuri.* » Macron pérorait sur « *l'écart des intraduisibles* ». Martin éructe : « *Cet homme ne parlait pas un mot d'allemand.* »

« *J'éteignis le poste.* » Cinquante ans de diplomatie pour en arriver là. Il le dit lui-même. D'autres viendront qui recommenceront. Mais seulement après avoir lu ces Mémoires et appris d'eux comment repartir. ■

DOMINIQUE DECHERE.

► Claude Martin, *Quand je pense à l'Allemagne, la nuit*, L'aube, 2023.

Tourments hollywoodiens d'un génie

En 1942, le projet Manhattan vise à gagner la course aux armements contre Hitler. Un physicien génial va donner l'avantage aux États-Unis... non sans dilemmes moraux...

Plus encore que l'invention elle-même, ce sont bien les « états d'âme » et les tourments du personnage titre (et notamment le vertige de culpabilité lors de l'explosion de la première bombe sur Hiroshima) qui sont au cœur de ce film, adapté du livre *Robert Oppenheimer: Triomphe et tragédie d'un génie*.

Depuis ses débuts, Nolan a fait des questionnements intérieurs de ses personnages le centre de son œuvre. *Memento* ou *Insomnia* sont devenus des films importants par cet aspect. Son *Batman* est unanimement reconnu comme le plus introspectif. *Inception*, *Interstellar* ou *Tenet* possèdent aussi cette caractéristique. C'est sans surprise que *Oppenheimer* en est fortement imprégné.

Nolan est aussi reconnu comme un esthète de l'image. Ce film ne fait pas exception. La photo est même parfois sophistiquée, ce qui ajoute à la complexité du personnage, et



la construction en double temporalité entretient celle-ci. On la retrouve dans le jeu des acteurs. En effet, la distribution est assez incroyable. Autour de Cillian Murphy (déjà vu dans plusieurs Nolan et dans la série culte *Peaky Blinders*), Robert Downey Jr., Matt Damon, Kenneth Branagh, Gary Oldman, Casey Affleck, Josh

Hartnett permettent au film d'être particulièrement captivant.

Pourtant, il est difficile d'entrer complètement dans le récit. Les personnages sont intéressants mais trop peu définis. Comme si Nolan oubliait de diriger le jeu des acteurs. Sans laisser la liberté absolue et l'improvisation l'emporter...

Énormément d'effets esthétiques, créent des longueurs qui auraient pu être évitées, tout comme certains dialogues qui alourdissent la narration, même s'il n'est pas simple d'expliquer la fission nucléaire ou de faire comprendre la folie du maccarthysme, cette chasse aux sorcières dont le savant fut victime sur fond d'anticommunisme et d'antisémitisme notamment...

Ce film aurait pu être un grand film avec un grand sujet, une belle photo et de grands comédiens, mais il y a un goût d'inachevé. Peut-être manque-t-il un supplément d'âme? La posture héroïque et patriotique du personnage aurait dû transporter le spectateur. Malheureusement, la narration autour de l'accusation de trahison demeure confuse et ne va pas aussi loin, ni aussi intensément qu'elle devrait pour un tel sujet.

Oppenheimer sera un film important en 2023, mais il ne sera pas un film marquant de l'histoire du cinéma alors qu'il avait au départ tous les éléments pour l'être. ■

OMAR GOUSMI.

► *Oppenheimer, film de Christopher Nolan, juillet 2023.*

Bande dessinée

■ Tintin septante-sept.

— Qui n'a, un jour, fait référence à la devise de Tintin, « le journal des jeunes de 7 à 77 ans »? Au point que certains ont confondu le magazine avec le héros en culottes de golf et craint de se retrouver privés de ses aventures une fois atteinte la date supposée de péremption... Mais le slogan a la vie dure, tout comme le héros dont aucune nouvelle aventure n'a pourtant paru depuis la mort d'Hergé en 1983, exception faite de l'inachevé *Tintin et l'Alph-Art*, publié en 1986. Pourtant, en ont été vendus, dans le monde entier, quelque 250 millions d'exemplaires,



dont 500 000 chaque année en France.

Ce mois de septembre voit la célébration du journal, dont le premier numéro est sorti en Belgique le 26 septembre 1946. En France, ce sera deux ans plus tard, le 28 octobre 1948. Voilà pourquoi nous fêtons, pour parler belge, les septante-sept ans de cet « illustré pour enfants » qui a révolutionné le monde de la B.D. Hergé était le directeur artistique de la publication, au côté des trois fondateurs du Lombard, Raymond Leblanc, André Sinave et Georges Lallemand, rejoints par une pléiade de grands auteurs, au premier rang desquels Edgar P. Jacobs et Paul Cuvelier.

Voilà pourquoi, conjointement avec Moulinsart, la face éditoriale de Tintinimagination qui gère les droits de l'œuvre d'Hergé, Le Lombard sort un album broché de 400 pages. Ce travail remarquable com-

bine quelques études thématiques riches, telles *La longue épopée des femmes du journal Tintin* et *Tintin ou la multiplication des genres* – pas du tout *wokes* –, à des reprises de séries du magazine par des auteurs contemporains. Faire revivre, en l'actualisant, la « part d'enfance qui s'est un peu éteinte le 29 novembre 1988, le jour où la publication s'est arrêtée » : le pari est réussi, car il va au-delà de la nostalgie et permet de comprendre comment toute la bande dessinée franco-belge a été irriguée d'abord par l'esprit et la technique d'Hergé, ensuite par l'excellence des auteurs qui ont apporté leur contribution au magazine.

Le monde d'Edgar P. Jacobs se taille la part du lion avec pas moins de quatre mini-aventures de Blake et Mortimer, dont *L'île du loup*, à la fois jacobienne et hergéenne, réalisée par deux des multiples auteurs ayant re-

pris la série, Jean Van Hamme et Teun Berserik. Mais on retrouvera également aussi bien Ric Hochet que Clifton, Buddy Longway que Le Chevalier blanc, Modeste et Pompon que Vasco, Yakari que Luc Orient, Cubito que Jonathan, Bob et Bobette qu'Alix, Bob Morane que Robin Dubois, Thorgal que Prudence Petitpas, ou Dan Cooper que Chlorophylle. L'album s'achève par une planche de François Boucq, qui, seul à avoir repris un personnage d'Hergé, réussit à donner une vision aussi absurde que réaliste de Séraphin Lampion.

GIHÉ.

► *Tintin n° spécial 77 ans, Bruxelles, Le Lombard/Moulinsart, 2023, 400 p. + tiré à part cartonné reprenant la une du premier numéro du journal. On lui ajoutera la somme contenue dans le tome II de La grande aventure du journal Tintin, intitulée Escalier en France 1948-1988, Bruxelles, Le Lombard/Moulinsart, 2023, 776 pages.*

DES ROYALISTES CONTRE LES NAZIS (56)

Général Benoît-Léon Fornel de La Laurencie (I - La débâcle)

À la fin du XVIII^e siècle, le cadet de famille, l'enseigne de vaisseau François de La Laurencie, est au service des insurgents nord-américains sur ordre de Louis XVI. Au début de la Révolution, il s'engage dans l'Armée des Princes (1791). Lors de l'expédition de Quiberon (1795), les deux jambes emportées par un boulet, le commandeur de La Laurencie n'en continue pas moins d'encourager ses hommes et meurt en criant « Vive le roi ! ».

Au début du XX^e siècle, fidèle de la maison de France, le comte Jean de La Laurencie préside la section d'Action française du XV^e arrondissement de Paris. Son lointain cousin, Benoît-Léon Fornel de La Laurencie assiste à chaque messe du 21 janvier à Saint-Germain-l'Auxerrois.

Il est né à Broût-Vernet (Allier) le 24 août 1879 dans la famille de Sosthène, colonel d'artillerie, illustre défenseur de Belfort pendant la guerre de 1870. Le jeune Benoît-Léon suit les traces de son père et entre à Saint-Cyr (promotion In-Salah, 1899-1901). Capitaine de dragons au début de la Grande Guerre, il sert dans l'infanterie. À la sortie, en 19-20, comme le futur général de Gaulle, il part en Pologne lutter contre l'invasion de l'Armée rouge. Puis il donne, pendant quatre ans, des cours à l'École de guerre avant de diriger l'École de cavalerie de Saumur (1).

En 1939, il commande le 3^e corps d'armée chargé de la défense de l'Escaut. Le 10 mai 1940, Hitler lance son offensive au sud. La Wehrmacht entre en Hollande et en Belgique. La Laurencie, qui commande une armée de position, réceptionne l'ordre de se porter sur la Dyle. Il proteste, expose sa défense bien organisée, subissant les déficits d'armement, le manque de matériel..., mais obéit. Son corps d'armée arrive juste à temps pour subir l'attaque allemande sur une position inexistante. La Blitzkrieg rend inévitable cette débâcle. Le corps d'armée reçoit l'ordre de rejoindre la Côte d'Opale...

Dès le 20 mai 1940, deux divisions de *panzers* commandées par Heinz Guderian atteignent Abbeville. Le 22 mai, Churchill décide de retirer la *British Expeditionary Force* (BEF), corps expéditionnaire britannique, du front. Anthony Eden ordonne au général Gort de ne rien révéler aux Alliés. Le Premier ministre anglais assure Paul Reynaud et Hubert Pierlot (Premier ministre belge) du soutien britannique... Le 24 mai, les chars de Guderian arrivent à Bourbourg (à 10 km du littoral et 15 km de Dunkerque) lorsqu'un ordre du général von Rundstedt, confirmé par Hitler, les arrête jusqu'au 27.

Sur une bande de terre de 10 km sur 22,



Le général de La Laurencie (1879-1958). En 1940, il commande le 3^e corps d'armée.

« Si je souscris aux incontestables et sévères reproches que mérite l'attitude des Anglais, je persiste à croire qu'ils ne doivent pas endosser seuls la responsabilité de l'issue tragique de cette ultime phase de la "Campagne des Flandres". »

La Laurencie, lettre à Darlan, Vichy le 2 mai 1941.

l'amiral Charles Abrial commande le réduit. Les généraux Blanchard, Beaufrère, La Laurencie, Janssen sont coincés dans la poche de Dunkerque avec 400 000 hommes, britanniques, belges, français, etc.

Comme le reconnaît le général von Küchler : « Malgré notre écrasante supériorité numérique, les Français ont contre-attaqué en plusieurs points. Je ne parviens pas à comprendre comment ces soldats, luttant parfois à 1 contre 20, trouvent la force de donner l'assaut. C'est stupéfiant ! Je retrouve en ces soldats la même fougue que ceux de Verdun en 1916. [...] Dunkerque m'apporte la preuve que le soldat français est l'un des meilleurs au monde ».

Le 26 mai, commence l'opération Dynamo, l'évacuation par la mer des soldats avec l'aide de 370 « Little Ships » (2), les « taxis de la Marne » à la mode anglaise.

Le 4 juin au matin, 338 226 soldats dont 123 095 Français sont évacués... À 9 h 40, la 18^e armée allemande occupe Dunkerque.

Bien avant le drame de Mers El-Kébir (3 juillet 40) les relations entre les Alliés sont désormais placées sous le signe de la défiance. La radio allemande ne s'y trompe pas et annonce : « les Anglais se battent jusqu'au dernier Français ». L'attitude des généraux français, pendant les conseils de guerre, est peut-être une des conséquences de Dunkerque. En tout cas, pour Weygand c'est presque une certitude. L'opération Dynamo a fait échouer tous ses plans de contre-attaque.

Le général de La Laurencie, évacué, rejoint Cherbourg et reprend le combat en Normandie. Affecté à la 10^e armée du général Robert Altmayer, la nouvelle formation se replie sur Mortagne et Craon. Malgré le discours de Pétain du 17 juin, La Laurencie poursuit la guerre. Il défend la Mayenne, la Loire, la Creuse, pour aboutir en Dordogne où l'armistice met fin aux combats.

La Laurencie est un militaire qui respecte le pouvoir. Comme Maurras, il reconnaît Pétain et accepte la suspension des hostilités. Lorsque le Maréchal le nomme juge au second procès (3) contre de Gaulle, il consent à le condamner... De même, lorsque les Allemands récusent Léon Noël comme représentant de l'État français à Paris, Pétain le propose. Le 19 août 1940, La Laurencie siège à l'hôtel de Matignon, bureau de la délégation générale du gouvernement dans les territoires occupés. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.
(À suivre : Le général de La Laurencie II - La Résistance.)

► Robert Merle, *Week-end à Zuydcoote*, Prix Goncourt 1949, édition Gallimard. Ce roman a été adapté au cinéma par Henri Verneuil en 1964.

► Henri-Christian Giraud, *La Résistance héroïque des Français face à la ruée allemande*, chronique publiée le 4 juin 2020 par Figarovox.

► Dominique Lormier, *La Bataille de Dunkerque - 26 mai-4 juin 1940 : comment l'armée française a sauvé l'Angleterre*, Tallandier, 2011.

(1). Lors de son commandement à l'École de cavalerie de Saumur, La Laurencie rédige une histoire de la cavalerie publiée en 1935 aux Éditions de l'Ouest. En accès libre sur Gallica.

(2). Les plages de Dunkerque sont inaccessibles pour les gros bateaux. Les Britanniques font venir des navires civils. Une véritable armada prend la mer : de petits bateaux privés, yachts, ferry-boats, bateaux de plaisance, chalutiers... 370 embarcations, les fameux « Little Ships », vont assurer le transport des soldats, des plages jusqu'aux bâtiments militaires.

(3). Pétain, furieux du premier procès (juillet) qui n'a pas condamné de Gaulle à mort, ordonne un nouveau procès. Les généraux Aubert Frère (fondateur de l'ORA, mort au camp de concentration du Struthof), La Laurencie, La Porte du Theil, Langlois, Etcheberrigaray et Bérard, siégeant à Clermont-Ferrand, condamnent Charles de Gaulle à mort le 2 août 1940... Tous les soldats qui ont rejoint la France libre seront déçus de leur nationalité et condamnés.



Brèves royales



WIKIPEDIA. PHOTO: THE WHITE HOUSE.

Le roi Charles III.

■ **2 septembre. Benin City (Nigeria).** – Entretien de l'oba d'Edo avec un envoyé spécial de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* (huit pages dans le n° 36). La controverse sur le retour de 1 130 pièces des musées allemands issus du pillage de 1897 par les forces britanniques se poursuit entre le gouverneur de l'État et le roi Ewuare II, 40^e oba, depuis 2016, descendant direct du titulaire du royaume des Edos.

Le nouveau président du Nigeria aurait confirmé le choix de son prédécesseur en faveur du monarque, ce qui suscite de vives critiques en Allemagne.

■ **9 septembre. Ulundi (Afrique du Sud).** – Décès du prince Mangosuthu Buthelezi, 95 ans, qui fut, de 1968 à

sa mort, Premier ministre « *traditionnel* » du roi des Zoulous dont il arbitra la succession en 2021. Dirigeant du parti Inkhata, il accepta le poste de Premier ministre du bantoustan du KwaZulu (État autonome au sein de l'apartheid) de 1976 à 1994 puis se rallia à Mandela dont il fut le ministre des Affaires intérieures de 1994 à 2004. Ses funérailles nationales ont eu lieu à Ulundi le 16 septembre en présence du président sud-africain Cyril Ramaphosa.

■ **15 septembre. Stockholm.** – Jubilé d'or du roi Carl XVI Gustaf, 77 ans, et de la reine Silvia, en présence des quatre chefs d'État scandinaves : la reine du Danemark, le roi de Norvège, les présidents finlandais et islandais. *Te Deum* à l'église du palais royal, cortège, apparition de la famille royale au balcon et dîner de gala au palais.

■ **20 septembre. Paris.** – Arrivée du roi Charles III et de la reine Camilla en visite d'État en France. Voulue être la première après son investiture, du 22 au 24 mars, annulée pour cause de manifestations, poursuivie en Allemagne, elle est la première depuis son couronnement en mai.

Accueilli à l'aéroport d'Orly par la Première ministre, le couple royal a commencé la visite par un dépôt de gerbes sur la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe. Elle s'est poursuivie par la descente des Champs-Élysées, un entretien avec le président Macron à l'Élysée, enfin un dîner d'État dans la galerie des Glaces à Versailles.

■ **21 septembre. Paris.** – Discours du roi Charles III au Sénat français, visite du chantier de Notre-Dame de Paris, réunion sur la biodiversité au Muséum national d'histoire naturelle.

■ **22 septembre. Bordeaux.** – Déplacement du couple royal britannique, accompagné du ministre de la Défense, suivi du retour à Londres.

MARIE-JO YORK.

Mercredis de la NAR

■ **Des changements aux Mercredis.** – Depuis leur création, il y a plus de cinquante ans, les Mercredis de la NAR ont plusieurs fois changé de forme. Dans leur première décennie, les réunions étaient animées par les dirigeants de notre mouvement, selon un double objectif d'analyse des enjeux politiques et de clarification des positions de la NAR. L'ouverture aux autres courants de pensée était alors assurée par notre journal.

C'est au début des années quatre-vingt que nous avons lancé de plus nombreuses invitations à des personnalités extérieures à notre mouvement. Il y eut d'abord l'invité du trimestre puis, devant le succès de ces conférences, les invitations devinrent hebdomadaires. Nous avons gardé cette forme et ce rythme pendant quarante ans, avec pour seule innovation l'enregistrement et la diffusion des conférences-débats en vidéo sur la chaîne YouTube de la NAR depuis 2017.

La diffusion des vidéos des Mercredis a considérablement accru le nombre des auditeurs. Avant 2021, nous comptions, selon les sujets, entre quinze et soixante personnes physiquement présentes dans nos locaux. Chacun peut constater en consultant les statistiques publiées par YouTube que les auditeurs en différé se comptent, selon les thèmes abordés et les personnalités invitées, par centaines et par milliers, parfois par dizaines ou centaines de milliers. La chaîne de la NAR, en progression rapide depuis quelques mois, regroupe 11 000 abonnés.

Cette réussite a une contrepartie : le nombre des auditeurs présents est, sauf exception, en baisse constante depuis deux ans. La pandémie a marqué une rupture et nous constatons que la plupart de nos amis habitent dans des banlieues parfois lointaines et qu'il est difficile d'espérer une présence hebdomadaire. C'est pourquoi nous avons décidé que les Mercredis prendraient désormais deux formes différentes : une conférence-débat mensuelle (20 heures – 22 heures) ouverte à tous, suivie d'un dîner autour d'un auteur ; des enregistrements vidéo qui, sauf exceptions, auront également lieu le mercredi à 20 heures.

**Première conférence ouverte au public :
le mercredi 18 octobre
Monique Pinçon-Charlot
pour son nouveau livre :
Le Méprisant de la République
(éd. Textuel).**

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournaldunouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.
CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

La France plébiscitée

À la suite d'une vaste consultation, Stéphane Bern a annoncé le 13 septembre que le château fort de Sedan avait été désigné comme *Monument préféré des Français*. N'essayons pas de deviner les raisons qui ont conduit au choix d'un bâtiment militaire magnifiquement accordé au paysage, qui exprime la puissance défensive et rappelle des heures tragiques de notre histoire. D'autres monuments de paisible beauté auraient pu être choisis – le trois-mâts *Belem*, le haras national du Pin – mais le choix s'est porté sur l'art militaire. L'an dernier, c'est la gare transatlantique de Cherbourg... mais aussi le sous-marin *Le Redoutable*, qui avaient été retenus.

Nostalgie de la puissance nationale ? C'est possible mais gardons-nous d'extrapoler puisque l'abbaye de Cluny est en deuxième position dans le classement. Et les Journées européennes du patrimoine ont une fois de plus montré que les Français aiment toutes les expressions du génie national – les châteaux et les églises, les ponts et les usines – et nous rappellent que la France ne brille pas seulement par ses écrivains, ses philosophes et ses musiciens, mais aussi par ses architectes et ses ingénieurs militaires et civils. Comme les Français aiment d'un même élan les villages et les paysages de leur pays, il va presque sans dire que la nation est un plébiscite de tous les jours et que cet accord manifeste implique une relation populaire à la beauté des œuvres et des lieux.

Ce plébiscite quotidien s'étend à tous les médias qui évoquent l'histoire : émissions de radio, de télévision et sur les réseaux sociaux, revues et livres sans oublier le cinéma. Il y a du bon et du moins bon, parfois du mauvais dans ces productions, mais il n'est pas interdit de faire valoir ses préférences – ici nous privilégions les travaux universitaires – sans mépriser les autres approches.

Certes, les esprits forts ont depuis longtemps tranché : cet amour du patrimoine et de la mémoire historique qu'il porte indique une nostalgie suspecte de la grandeur nationale, un passéisme recuit dans les mièvreries folkloriques, du moisi et du rance pour reprendre les mots favoris d'une certaine gauche. Cette attitude semble inspirée par une lucidité supérieure alors qu'elle procède de clichés sur un peuple qui serait privé de discernement – comme si les conflits du passé et les luttes présentes interdisaient que les Français se retrouvent autour de leurs biens patrimoniaux. Les châteaux, les barrages, les usines, les paysages sont, comme nos dernières entreprises publiques, le capital de ceux qui n'ont pas ou peu de biens personnels.

Les esprits distingués qui s'interrogent sur les goûts populaires feraient bien de s'inquiéter du bain d'ignorance dans le-

quel barbote le milieu dirigeant. Si les oligarques ont tout appris dans les meilleures écoles, ils se sont empressés d'oublier tout ce qui ne leur était pas immédiatement utile, en se reposant sur leurs collaborateurs pour la rédaction des discours destinés à prouver l'élévation de leur esprit. Ce qui n'empêche pas toujours les fautes historiques – celle de Jacques Chirac lors de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv¹ –, les erreurs inexcusables – la I^{re} République fondée en 1789 – et les bévues géographiques.

Il arrive même que ces ignorances soient proclamées dans les messages de la communication officielle. Ainsi, en juillet dernier, le Musée national de l'histoire de l'immigration fit plaquer de belles affiches sur lesquelles on voyait un célèbre portrait du Roi-Soleil ainsi présenté : « Louis XIV, mère espagnole, grand-mère autrichienne. C'est fou tous ces étrangers qui ont fait l'histoire de France ». Ce qui est fou, c'est affirmer que le roi de France était un étranger en raison du sang espagnol et autrichien qui coulait dans ses veines et qu'il était resté étranger puisque c'est comme tel qu'il aurait « fait l'histoire de France » (1).

Or nul n'ignore ou ne devrait ignorer que le droit du sol a été institué par un arrêt du Parlement de Paris, le 23 février 1515. Nul ne pouvait imaginer que Louis XIV, né à Saint-Germain-en-Laye, serait un jour réputé hispano-autrichien par la direction d'un musée national. Ses bonnes intentions pédagogiques prêteraient à sourire si elles ne confortaient l'extrême droite, pour qui certains étrangers sont inassimilables en raison de leurs origines.

L'indifférence à l'histoire, qui caractérise la classe dirigeante depuis le début du siècle, engendre des incompréhensions dangereuses en politique étrangère et une vision minimaliste des enjeux écologiques. L'écologie, c'est l'art et la manière d'habiter le monde, ce qui implique une vision politique d'ensemble. Il faut préserver les monuments, les villes et les paysages dans lesquels ils s'inscrivent, mais il est faux de dire que la conservation du patrimoine est typique des peuples en déclin. C'est l'oligarchie qui a renoncé à s'inscrire dans le mouvement de l'histoire nationale, pas le peuple français. C'est elle qui s'accommode d'un urbanisme technocratique, pas les habitants des périphéries qui ont droit à l'invention architecturale et à une nouvelle urbanité. On s'intègre aussi par les lieux. ■

(1) Cf. le Blog de Descartes du 13 juillet : « Cachez cet assimilé que je ne saurais voir... ».

Sommaire

Page 2 – Le syndrome des émeutes urbaines. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Un triste jeu de bonneteau nucléaire. – La politique au crible.

Page 4 – La crise du logement pénalise tous les Français. – Brèves sociales.

Page 5 – L'UE aux mains des lobbies (I).

Page 6 – Une Belgique encore menacée d'éclatement ? – Voix étrangères. – Les Faits marquants.

Page 7 – L'échange Mongolie-Méditerranée

Pages 8-9 – Médias : quel rôle idéologique ?

Page 10 – Un modèle coréen ? – Dans les revues.

Page 11 – Kessel et Druon : retour aux Partisans.

Page 12 – Des larmes sur l'Allemagne.

Page 13 – Tourments hollywoodiens d'un génie. – Tintin septante-sept.

Page 14 – Résistance royaliste : le général de La Laurencie (I).

Page 15 – Brèves royales. – Mercredis de la NAR.

Page 16 – La France plébiscitée.